



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALFRANCE (ex CAB à Rozay)

Rue du Chemin de Nesles
77540 Rozay-en-Brie

Références : E/24- 2734
Code AIOT : 0006502431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement VALFRANCE (ex CAB à Rozay) implanté Rue du Chemin de Nesles 77540 Rozay-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE (ex CAB à Rozay)
- Rue du Chemin de Nesles 77540 Rozay-en-Brie
- Code AIOT : 0006502431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Rozay en Brie dispose d'une capacité de stockage de 16 130 tonnes gérée par 2 personnes : 1 chef d'exploitation et 1 adjoint. Le silo de Rozay en Brie n'effectue des expéditions de marchandises que par transport routier.

L'activité principale de l'établissement VALFRANCE à ROZAY EN BRIE (77) est la réception et le stockage de céréales, d'oléagineux, et d'autres produits du sol. Il effectue également du stockage d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires.

Le site est composé de quatre silos de stockage de céréales, dont deux sont hors service, d'un stockage de produits phytosanitaires, d'un stockage d'engrais solides et d'un stockage d'engrais liquides.

Les 2 silos en activité sont :

- le silo n°3, un silo vertical métallique composé de 21 cellules de stockage et un boisseau d'expédition.
- le silo n°4, un silo vertical béton composé de 14 cellules de stockage et de 5 as de carreaux.

L'effectif présent sur le site de Verneuil l'Etang est de 2 personnes de 8 h à 12 h, et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi, et de personne(s) supplémentaire(s) durant la période de récolte.

La Coopérative VALFRANCE est née en 1988 de la fusion des Coopératives du VALOIS (SENLIS 60) et de la CANOREP (St MARD 77). Son bassin de collecte s'est étendu en janvier 2004 à l'issue de scission fusion avec la Coopérative de la Brie.

La Coopérative Agricole de la Brie a été autorisée par arrêté préfectoral n° 87 DAGR 21C 93 du 25 juin 1987 à poursuivre l'exploitation du silo de ROZAY EN BRIE. La Société VALFRANCE a procédé à la déclaration de changement d'exploitant par courrier en date du 16 mars 2004. Ce site dispose d'un dépôt d'engrais solides à base de nitrates, non classé au titre de la législation sur les installations classées.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2-a et du régime de déclaration au titre de la rubrique 2718-2.

Le voisinage immédiat du site est caractérisé par la présence :

- À l'ouest : des terrains agricoles, une habitation, et la rue des Olivettes,
- À l'est : une zone d'activité industrielle, artisanale, et commerciale à 38 m de la limite de propriété,
- Au nord : des terrains agricoles et la route nationale RN4 (+2 000 véhicules/jour),
- Au sud : des habitations, la rue des Olivettes et l'Avenue de Verdun.

Compte-tenu de l'environnement du site (proximité de tiers et de voies de communication), cet établissement est inscrit sur la liste des silos dits « à enjeux très Importants » (SETI) qui a été établie par le Ministère chargé de l'Environnement conjointement à la publication de l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté silos du 29 mars 2004 : l'objectif est d'assurer un suivi particulier de ces silos qui, du fait d'un environnement vulnérable, présentent un niveau de risques plus élevé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 25/06/1987, article 5.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 9.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite inspection du	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 9.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	4 mars 2020			
9	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Stockage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.1	Sans objet
3	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 6.2	Sans objet
4	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 6.3	Sans objet
6	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8	Sans objet
10	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.5	Sans objet
11	Suite inspection du 4 mars 2020	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.2	Sans objet
12	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.3	Sans objet
14	Mesures de prévention	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site inclus 4 silos dont 2 encore en activité. L'état des structures des silos est sous surveillance et l'exploitant a prévu de les rénover dans les prochaines années.

Le site respecte ses VLE mais ne respecte pas la périodicité des contrôles des rejets atmosphériques.

Les non-conformités relatives au contrôle des installations électriques ont été prises en compte par l'exploitant.

D'un point de vue défense incendie, l'exploitant devra également vérifier la disponibilité à pleine capacité des bornes incendie publiques et s'assurer du suivi de l'entretien de ses sondes thermométriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 17/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses. L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. Données de la FDS des produits chapitre 7.2 du 07/08/2024 « Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé »
Constats : Non-conformité 1 de l'inspection du 17/03/2021 : Il convient de revoir les conditions de stockage pour permettre une bonne ventilation. Le stockage ne dispose pas de système d'aération mécanique. Cependant le local possède un toit et des parois en tôle légère mal isolé de l'extérieur. Le local est donc naturellement ventilé. → La non-conformité 1 de l'inspection du 17/03/2021 est levée. Observation 1 de l'inspection du 17/03/2021 : Il convient d'éviter le stockage de matières combustibles (palettes...) à proximité des ammonitrates. Le jour de l'Inspection, la visite de terrain a permis de confirmer l'absence de palette ou autre matière combustible dans les zones de stockage. → L'observation 1 de l'inspection du 17/03/2021 est levée. Observation 2 de l'inspection du 17/03/2021 : L'exploitant étudiera la possibilité d'effectuer les reprises sur le sol et les murs concernés et de limiter la présence d'oiseaux dans le magasin de stockage. L'exploitant n'a pas effectué de réparation des structures du local cependant les stockages de certains engrais sont interdites, via des consignes d'exploitation, dans les cellules en mauvais état. Ces conditions étaient respectées le jour de l'inspection. → L'observation n°2 de l'inspection du 17/03/2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/1987, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant procédera à des mesures annuelles des émissions de poussières. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations classées. En outre, l'inspecteur des installations classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.
Constats : <i>Non conformité notable n°1 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant n'a pas procédé à des mesures annuelles des émissions de poussières des silos n° 3 et 4 conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n°87 DAGR 2 IC 093 du 25 juin 1987. L'exploitant devra transmettre les résultats de ce contrôle dès réception.</i> L'exploitant a réalisé des contrôles en 2022. Le rapport du 27/09/2022 mentionne le respect des valeurs limites d'émission pour les poussières. Les prochains contrôles sont prévus en septembre 2024. Aucun contrôle n'a été réalisé en 2023 alors que la périodicité imposée par l'arrêté préfectoral est annuelle. → La non-conformité notable n°1 de l'inspection du 4 mars 2020 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité statique et courants vagabonds
Prescription contrôlée : Protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre « Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs. Le silo ne dispose pas de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ses toits sauf si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude sont prises en compte dans les études relatives à la protection contre la foudre.
Constats : <i>Non-conformité notable n°2 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant n'a pas de suivi formalisé de</i>

la prise en compte des mesures correctives concernant le contrôle de la protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds de son installation. L'exploitant doit remédier aux non-conformités dans les délais les plus brefs conformément à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 004 du 6 janvier 2010. L'exploitant devra transmettre les bons d'intervention et le compte rendu du prochain contrôle.

Les derniers rapports de contrôle des installations électriques datent du 22/09/2023 et ne comportent aucune remarque pour le rapport sur la partie ICPE et 2 remarques sur la partie protection du personnel concernant les éclairages de secours hors service. La visite de terrain a permis de constater que les 2 éclairages étaient de nouveau fonctionnels.

→ La non-conformité notable n°2 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Remarque n°1 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant devra transmettre les déclarations de conformité des installations des antennes sur le silo.

L'exploitant a présenté les rapports d'installation des antennes des sociétés Bouygues, SFR et Free respectivement de 2002, 2005 et 2014. Les rapports concluaient sur l'absence de risque supplémentaire.

→ La remarque n°1 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique

Prescription contrôlée :

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Constats :

Non conformité notable n°3 de l'inspection du 04/03/2020 : Le matériel électrique n'est pas entretenu en bon état. L'exploitant doit remédier à la non-conformité restante du rapport électrique du 3 septembre 2019 dans les délais les plus brefs conformément à l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 004 du 6 janvier 2010. L'exploitant devra transmettre les bons d'intervention et le compte rendu du prochain contrôle.

Aucune non-conformité ne figurait dans le rapport ICPE de contrôle des installations électriques du 22/09/2023 et les 2 non-conformités du rapport relatif aux installations électriques pour la protection du personnel ont été prises en compte et corrigées.

→ La non-conformité notable n°3 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Prescription contrôlée : <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, de les résorber rapidement. En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ;• équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ;• vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)... <p>En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage. L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.</p>
Constats : <p>Remarque n°2 de l'inspection du 04/03/2020 : Le responsable du site devra revoir l'ensemble des procédures relatives au nettoyage des installations et notamment les périodicités en période de collecte.</p> <p>La procédure du 24/11/2022 relative au nettoyage des installations mentionne les périodicités de contrôle de l'empoussièrement avec nettoyage éventuel suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2 fois par semaine pour les organes mobiles• 2 fois par mois pour le reste• périodicité quotidienne en période de moisson <p>Les registres de nettoyage ont été contrôlés par l'Inspection. Des contrôles de l'empoussièrement</p>

pendant la période de moisson ont été réalisés très régulièrement mais pas tout à fait quotidiennement. Le responsable silo justifie l'absence de contrôles certains jours par l'activité très réduite, en particulier les jours de pluie.

→ La remarque n°2 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Non-conformité n°20240807-1 : En période de collecte, l'exploitant ne réalise pas un contrôle de l'empoussièrement quotidien de ses installations. Pour rappel, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux

Prescription contrôlée :

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux faisant l'objet d'un permis d'intervention délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, fait l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, • la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt et mise en sécurité des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin des travaux...
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

Tous travaux ou intervention sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Pour les interventions par point chauds dans les silos, pendant la phase de maintenance ou de modification d'une installation, l'exploitant s'assure de l'arrêt total au minimum des moyens de manutention et d'aspiration du silo concerné.

<p>Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement dépoussiérés dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur les équipements concourants à la maîtrise des risques visés à l'article 4.8 du présent arrêté, l'exploitant s'assure à l'issue des travaux que la fonction de sécurité par lesdits éléments est intégralement restaurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°3 de l'inspection du 04/03/2020 : <i>Le responsable de site veillera à inscrire l'heure de fin de travaux seulement quand la société aura réellement terminé dans la journée afin que la surveillance deux heures après la fin des travaux soient concordantes.</i></p> <p>Les heures de fin des travaux nécessitant des permis de feu sont bien renseignées dans les permis de feu tout comme les heures des rondes qui sont effectuées aux périodicités prévues par la procédure.</p> <p>→ La remarque n°3 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suite inspection du 4 mars 2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice.</p> <p>Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules.</p> <p>À l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition des l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°4 de l'inspection du 04/03/2020 : <i>Un exercice incendie devra être réalisé avant la fin de l'année avec les nouveaux arrivants sur le site. L'exploitant veillera à informer l'inspection quelques jours avant de la date retenue pour cet exercice.</i></p>

<p>Un exercice incendie a bien été réalisé suite à la demande de l'Inspection le 08/10/2020. L'exercice annuel 2024 a déjà été réalisé en date du 05/02/2024.</p> <p>Bien que l'exploitant réalise périodiquement ses exercices incendie, il ne prévient pas l'Inspection ni les services de secours de la programmation des exercices.</p> <p>→ La remarque n°4 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.</p> <p>Non-conformité n°20240807-2 : L'exploitant n'informe pas préalablement les services de l'inspection des installations classées et d'incendie et de secours de la date de des exercices incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de protection contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. • Une colonne sèche en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur. • Une réserve d'eau de 120 m³. • Deux bornes incendie (moyen public), située à moins de 500 m du site.
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°5 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant devra prendre attache avec les services municipaux afin de s'assurer du débit des poteaux incendie publics situés à moins de 500 m du site.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle de débit du PEI n°37 en bordure du site. Celui-ci mentionne un débit insuffisant.</p> <p>Un deuxième point d'eau public existe cependant : le PEI n°13. Celui-ci ne dispose pas de rapport mentionnant la conformité des débits.</p> <p>Le site dispose cependant d'une réserve d'eau incendie de 120 m³.</p> <p>→ La remarque n°5 n'est pas levée. L'exploitant doit prendre contact avec les services municipaux afin de vérifier les débits du point d'eau n°13 et devra s'assurer de la remise en conformité du</p>

point d'eau n°37 ayant un débit insuffisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Remarque n°6 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant devra revoir la formation des nouveaux arrivants notamment pour les responsables de site et leurs adjoints. Les procédures doivent être connues et maîtrisées surtout quand ils se retrouvent seul sur leur site.</i></p> <p>L'exploitant a fourni une liste d'attestations de formations du chef de silo et de son adjoint. En particulier, le chef de silo a réalisé des formations ATEX, réception des cultures et préparation des moissons. Cette dernière formation inclut une information sur les principaux risques. Cependant la liste des formations jugées indispensables et les périodicités de recyclage n'a pas pu être présentée.</p> <p>L'exploitant propose également une session d'accueil pour les saisonniers qu'il dispense sur plusieurs sites juste avant la moisson.</p> <p>→ La remarque n°6 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.</p> <p>Observation n°20240807-1 : L'exploitant devra transmettre la liste des formations qu'il juge indispensables pour le personnel travaillant sur site, la date de réalisation de celles-ci et les périodicités de recyclage retenues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée :

Prévention des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport de produit « Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration). Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :

- tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles,
- les transporteurs à bande sont équipés de bande non-propagatrice de la flamme. Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Non-conformité n°1 de l'inspection du 04/03/2020 : La sonde de bourrage sur les transporteurs à chaînes n'a pas fait l'objet de contrôle conformément à l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 004 du 6 janvier 2010.

Le logiciel de suivi et de gestion documentaire OGIV liste les équipements importants pour la sécurité (EIPS) dont les sondes de bourrages font partie.

Les EIPS font l'objet de contrôle tous les 4 mois et le logiciel envoie une alerte en cas de retard. Le jour de l'inspection, aucune alerte n'était visible sur les EIPS des silos 3 et 4.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Non conformité n°2 de l'inspection du 04/03/2020 : Les résultats du contrôle des EIPS ne sont pas consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées conformément à l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 004 du 6 janvier 2010.

Comme précisé ci-dessus, les contrôles des EIPS sont désormais consignés dans un registre informatisé. Ce système a été installé sur tous les sites du groupe depuis 2023.
Le contrôle de l'équipement sélectionné par échantillonnage n'appelait pas de remarque.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Non conformité n°3 de l'inspection du 4 mars 2020 : L'exploitant n'a pas établi de liste des équipements et paramètres concourants à la maîtrise des risques en fonctionnement normal ou dégradé.

Comme la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion est, selon l'exploitant, intégrée dans la liste des EIPS. Cette liste est disponible depuis le logiciel "OGIV".

→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite inspection du 4 mars 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection

Prescription contrôlée :

[...]

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée.

Constats :

Remarque n°7 de l'inspection du 04/03/2020 : L'exploitant devra attester qu'il a mis en place des affichages concernant l'obligation de maintenir fermées les portes faisant office de dispositif de découplage sur l'ensemble de son site

Pendant la visite, 2 portes faisant office de dispositif de découplage du silo n°4 ont été inspectées. Elles portaient la mention de fermeture de la porte. Les portes étaient fermées le jour de l'inspection.

→ La remarque n°7 de l'inspection du 4 mars 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vieillessement des structures L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage....) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a correctement réalisé des contrôles annuels en 2023 et 2024. Les rapports de contrôle sont accompagnés de photographies des structures.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de contrôle des galeries à l'intérieur du silo.</p> <p>L'exploitant a également fait réaliser un diagnostic par une société extérieure en septembre 2023 dans le but de réhabiliter une cellule mise à l'arrêt depuis plusieurs années.</p> <p>Une rénovation des cellules est envisagée dans les 3 prochaines années comme cela a été fait sur une partie des silos de la coopérative.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance des conditions d'ensilage L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion.</p> <p>Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » modifié du 29 mars 2004.</p> <p>L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.</p> <p>En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. Des procédures d'intervention</p>

<p>de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p> <p>Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, des réceptions de céréales ont eu lieu. L'exploitant procède à un contrôle qualité sur le grain entrant avec notamment un contrôle du taux d'humidité.</p> <p>Des gammes de températures sont définies et associées à des actions de maîtrise des conditions de stockage.</p> <p>Toutes les sondes de thermométrie étaient fonctionnelles le jour de l'inspection et l'exploitant a procédé le 01/08/2024 à une opération de transilage entre deux cellules afin de refroidir le grain.</p> <p>L'exploitant n'assure pas un suivi des contrôles d'étalonnage de ses sondes thermométriques et n'a pas définie de périodicité de contrôle de celles-ci.</p> <p>Non-conformité n°20240807-3 : L'exploitant ne s'assure pas de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ses sondes thermométriques. Il devra définir une périodicité de contrôle et assurer la traçabilité de ces derniers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Mesures de prévention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures répondent aux exigences des réglementations en vigueur.</p> <p>L'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques, et notamment les zones identifiées dans l'étude de dangers. Ces zones sont reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. • La liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion, et notamment ceux identifiés dans l'étude de dangers. Cette liste est systématiquement tenue à jour.

Le plan des zones à risque d'incendie et d'explosion et la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion sont notamment portés à la connaissance de l'organisme chargé de réaliser la vérification des installations électriques et du matériel utilisé, en référence aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004 modifié.

Constats :

Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques, ont été intégrées dans un plan disponible dans le POI de l'exploitant.

La liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion est, selon l'exploitant, intégré dans la liste des EIPS. Cette liste est disponible depuis le logiciel "OGIV" de l'exploitant et a pu être consulté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite